4e Année. - Numéro 140 — Vendredi 20 Mai 1898

LE NUMERO 5 CENTIMES

L'Egalité

Journal Socialiste Quotidien
DE ROUBAIX-TOURCOING

LE NUMERO 5 CENTIMES

BUREAUX
93, Grande-Rue, 93
ROUBAIX

BUREAUX
2, Rue de la Cloche, 2
TOURCOING

LA FÉDÉRATION DES CERCLES
AUX ÉLECTEURS
de l'Arrondissement de Lille

La Fédération des Cercles réformistes de Lille nous communique, avec prière d'insérer, l'importante résolution suivante qu'elle a prise dans sa réunion du 18 mai et qui indique nettement leur devoir aux républicains radicaux et progressistes :

DÉCLARATION :

LA FÉDÉRATION DES CERCLES RÉFORMISTES DE LILLE,

CONSIDÉRANT QUE DANS LES CIRCONSTANCES ACTUELLES IL IMPORTE AVANT TOUT POUR LE PARTI RÉPUBLICAIN DE BARRER LA ROUTE A LA COALITION CLÉRICO-RÉACTIONNAIRE ET AU MINISTÈRE MÉLINE,

ENCORE QU'ELLE N'ACCEPTE PAS COMPLÈTEMENT LES IDÉES DE MM. GHESQUIÈRE ET SEVER,

INVITE TOUS LES RÉPUBLICAINS PROGRESSISTES ET RADICAUX, A VOTER POUR LES CITOYENS

GHESQUIÈRE ET SEVER,

SEULS RÉPUBLICAINS EN PRÉSENCE DES CANDIDATURES CONSERVATRICES ET CLÉRICALES DE MM. LOYER ET ROGEZ.

AUX URNES, CITOYENS, AUX CRIS DE :
A BAS LA RÉACTION !
A BAS LE CLÉRICALISME !
VIVE LA RÉPUBLIQUE !

***

Nous n'attendions pas moins de l'esprit si profondément républicain qui inspire la Fédération des Cercles.

Nous ne lui ferons donc pas l'injure de la complimenter.

Mais qu'elle soit persuadée que les socialistes savent se souvenir.

LA POLITIQUE

LEURS PROCÉDÉS

Nos cléricaux-nullards-lillois ont reçu conscience de la débâcle qui les attend dimanche.

La preuve en est dans leurs dernières manœuvres en faveur des ballottés Loyer, Rogez et Masurel.

Ils ont, d'abord, employé le petit papier, la citation.

Exhumer des collections poudreuses, couper dans un article une phrase, un mot, et les servir à ses lecteurs avec un grand luxe typographique et des exclamations indignées, tel a été leur premier moyen.

Nous nous sommes bien gardé de protester, car toute réclame, même hostile, nous est bonne.

Que la *Dépêche*, l'*Echo* et la *Croix* continuent donc ce petit jeu. Parmi ceux qui les lisent, il s'en trouvera, ce n'est pas douteux, qui voudront aller au fond des choses et connaitre ce socialisme qu'on leur peint sous des couleurs intentionnellement exagérées !

Nos adversaires nous serviront ainsi d' « agents recruteurs » car il n'est pas possible que les sentiments d'humanité et de justice dont sont inspirés tous nos écrits, même les plus violents d'apparence, ne forcent l'attention, ne sèment le doute et ne finissent par nous valoir de nouvelles adhésions.

Lors donc qu'ils prétendent nous démasquer, » les porte-plume capitalistes se prêtent tout naïvement à la vulgarisation de nos idées. Les chiffres sont là qui l'attestent irréfutablement.

Ce n'est pas d'aujourd'hui, en effet, qu'à la *Dépêche*, à l'*Echo* et à la *Croix*, on manœuvre les ciseaux dans nos brochures et dans nos journaux. Cette tactique date presque de la naissance de notre parti. Résultats : *de deux mille voix en 1885, nous sommes passés à cent mille en 1898 !*

Généreusement, nous attribuons la moitié de ces recrues aux procédés malhabiles de nos ennemis qui, sous prétexte de nous montrer tels que nous sommes, mais ne soulevant en réalité qu'un coin du voile qui nous séparait des masses ouvrières et paysannes, ont attiré sur nous l'attention.

Et voici comme quoi un parti gagne à être connu même à la faveur de la mauvaise foi et de la calomnie !

D'ailleurs, il semble que les clérico-nullards commencent à s'apercevoir des dangers de ce système.

Ils ont imaginé un autre truc.

Mardi soir, dans une réunion, — privée, naturellement, — ils ont exhibé... devinez ? deux ouvriers verriers d'Albi !

Nous avons, dès hier, flétri, comme il convenait ce procédé plus ridicule encore qu'odieux, mais nous tenons à donner, d'après l'*Echo du Nord* lui-même, la substance du discours (?) prononcé par un malheureux nommé Valette, sous les «Kiss-Kiss» répétés de MM. Scrive, Cointrelle et Rogez. Voici :

— « Un des deux verriers d'Albi, raconte l'*Echo*, monte ensuite à la tribune. Citoyens, dit-il, je suis venu ici au nom des verriers d'Albi, vous dire ce que c'est que la verrerie prolétarienne, je veux vous démontrer ce que seraient les collectivistes s'ils arrivaient au pouvoir.

L'ouvrier verrier raconte alors la lamentable histoire de la Verrerie Ouvrière, la grève de cinq mois à Carmaux, l'émancipation entrevue, puis les déceptions, la misère et les larmes. Il dit avec quel cynisme les six administrateurs collectivistes exerçaient leur tyrannie sur les ouvriers, se réunissaient dans des banquets landis que les verriers manquaient de pain.

Ce qui s'est passé à Albi se passerait dans la France entière si les collectivistes avaient la direction des affaires du pays. Ce tableau pitoyable des misères ouvrières causées par les doctrines collectivistes produit une profonde impression dans l'auditoire. »

Ainsi, M. Paul Rogez a fait venir d'Albi deux individus dont l'un a eu le triste courage de baver des mensonges ineptes contre ses camarades dans le vain espoir de servir les intérêts électoraux d'un candidat ennemi-né de la classe ouvrière !

Oh ! loin de nous la pensée d'insulter à ce misérable, sans doute tenaillé par la faim...

Nous ne lui dirons qu'un mot et il suffira à le faire rougir s'il n'a encore perdu toute pudeur :

— « Pendant, ouvrier Valette, que les verriers de Rességuier, c'est-à-dire du Motte, du Loyer et du Masurel de Carmaux, de l'ami de votre nouveau patron Rogez, luttaient, — à tort ou à raison, peu nous importe — pour conserver leurs libertés syndicales menacées, les travailleurs de Lille, de Roubaix et de Tourcoing, à notre appel, fouillaient leurs poches et vous expédiaient, en quelques semaines, PLUS DE DIX MILLE FRANCS !

« Et ce sont ces ouvriers dont vous avez mangé le pain : ces ouvriers qui se sont solidarisés avec vos douleurs, cependant que vos nouveaux amis, les capitalistes lillois, roubaisiens et tourquennois y insultaient, — ce sont vos frères, que vous avez le triste courage de venir aujourd'hui narguer chez eux, sous la protection du patronat et de la réaction coalisés contre eux !

« Ouvrier Valette, vous avez ressuscité Judas ! »

Mais laissons ce malheureux à sa honte en attendant que lui vienne le remords vengeur...

Que pensez-vous, travailleurs, du procédé dernier en date, de la bande à Rogez ?

Nous disons, nous, qu'il témoigne d'une rare inconscience, qu'il est encore plus misérable que le coup des petits papiers, mais qu'il nous sert d'une façon plus immédiate, car il soulèvera partout le mépris et le dégoût.

G. SIAUVE-EVAUSY.

REVUE DE LA PRESSE

L'ESPRIT NOUVEAU

Du *Radical* :

M. Henry Maret expose les conséquences du rapprochement « des cléricaux à la République ».

Ce mariage entre le pape et la République, bien que béni par Melinet et Barthou, ne saurait être considéré ni comme un mariage d'inclination, ni même comme un mariage de raison. C'est une lutte où d'intérêts on tout l'avantage est pour le premier. La République est devenue la chose de Tartufe. » La maison est à moi : je vous le ferai connaître. » Et il vient en effet d'essayer de le faire connaître. Et si nous ne vivions pas sous ce prince ennemi de la franchise, qui s'appelle le peuple souverain, nous serions aujourd'hui dans de beaux draps.

On a vu ce qui s'est passé à Paris, alors que réveillant les souvenirs de la Ligue, des congréganistes ont pu impunément parcourir nos rues en braillant. Ce qu'on a vu dans nos départements pendant la période électorale est encore plus instructif. On se serait cru transporté au temps de Trestaillon, à l'époque où l'on trainait le cadavre du maréchal Brune pour la plus grande gloire du trône et de l'autel. On aurait juré parfois se trouver en face de nouveaux chouans, tant les visages de ces bons apôtres montraient de rage et de férocité. C'est on sait que d'un évangile d'amour, l'Eglise a su faire une religion de haine ; et il n'y a pas de luttes politiques qui puissent être comparées pour l'atrocité aux résultats du fanatisme.

J'ai senti qu'il faudrait un rien pour que des Saint-Barthélemy, pour que des inquisitions fussent encore possibles. Vous ne sauriez vous faire une idée de la propagande furieuse faite contre les républicains par ces nouveaux convertis à la République.

Tels sont les fruits de l'esprit nouveau. Il est grand temps de revenir à l'ancien, qui consistait à rester chacun chez soi, et à ne pas recevoir dans le logis ceux qui n'y entrent que pour en égorger l'habitant.

LA POUSSÉE SOCIALISTE

De la *Dépêche de Toulouse* :

Le citoyen Jaurès, revenant sur les progrès du Parti socialiste, fait ressortir combien il est uni ; ses représentants à la Chambre en ont accepté les principes essentiels :

Au demeurant, il y a dans toute la France une admirable poussée socialiste. Le nombre des élus socialistes sera doublé : il y en avait vingt-huit dans la dernière Chambre ayant adhéré aux principes essentiels de notre parti, conquête du pouvoir politique, substitution de la propriété sociale à la propriété capitaliste, entente internationale des travailleurs. Il y en aura cinquante-cinq ou soixante dans la prochaine Chambre. Il y avait eu cent cent mille électeurs socialistes en 1893. Il y en a un million en 1898.

Et notez que ce n'est ni par la confusion ni par l'équivoque que cette croissance du parti socialiste est obtenue. Au contraire, il s'affirme avec une netteté, avec une pureté absolue. Il répudie tous les éléments de vague démagogie, tous les antisémites, tous les boulangistes, tous les révisionnistes. Il ne les compte pas pour siens. Il sait qu'ils ne peuvent lui apporter qu'une force momentanée, et il ne veut fonder sa victoire que sur des principes certains. Un parti qui s'épure en même temps qu'il grandit est une force incomparable.

L'ACTUALITÉ

M. GLADSTONE

M. Gladstone est à l'agonie ainsi qu'il résulte des derniers renseignements parvenus de Hawarden, résidence de l'illustre vieillard.

Cet homme d'Etat a rendu à son pays des services éminents, chacun le reconnait en Angleterre ; mais ce que nous ne pouvons oublier, nous, socialistes, c'est qu'il fut — sinon au début, du moins à la fin de sa carrière politique — un ami de la justice et de l'humanité.

Son dernier acte et la cause de sa chute comme chef du gouvernement de son pays fut, on ne l'a pas oublié, son attitude très-énergique dans la question irlandaise : malgré ses compatriotes et certains de ses amis il tenta de mettre fin au régime d'oppression qui pèse sur l'Irlande.

Voici, du reste, quelques renseignements sur la vie si remplie de Gladstone et le grand rôle qu'il a joué dans la politique du monde :

Gladstone est né à Liverpool le 29 décembre 1809 ; fils d'un riche négociant établi d'abord à Leith, puis à Liverpool, il fit ses premières études au collège d'Eton, les termina brillamment à l'Université d'Oxford, et dès 1832, se lança dans la politique.

Présenté par le duc de Newcastle aux électeurs de Newark, il fut élu et fit ainsi partie de la première chambre nommée avec application du bill de réforme, et débuta dans les rangs les plus rétrogrades du parti *Tory* et des protestants absolus.

Sir Robert Peel le remarqua bientôt, et résolut de faire entrer Gladstone dans le parti *conservateur* qu'il voulait créer entre les *whigs* et les *tories*. En 1834 il le nomma lord de la Trésorerie, puis sous-secrétaire d'Etat aux colonies. Ce ministère dura peu.

Dès 1835, redevenu simple député, Gladstone combattit avec Robert Peel les actes politiques de lord Melbourne, qui présidait le cabinet whig ; en 1838, il publia un livre qui fit sensation : *L'Etat dans ses relations avec l'Eglise*, où il se prononce énergiquement pour une religion officielle, et exclut de toute fonction publique les citoyens qui se placeraient en dehors de cette église nationale. — Macaulay combattit énergiquement cette doctrine, que, 30 ans plus tard, Gladstone devait lui-même combattre en Irlande.

En 1841, Lord Melbourne ayant échoué devant le Parlement sur la question des sucres étrangers, Robert Peel revint au pouvoir et nomma Gladstone maître de la monnaie et vice-président du bureau du commerce ; ce dernier donna alors le spectacle d'une conversion économique assez curieuse. Lui conservateur, il se trouva amené à formuler les doctrines de la liberté commerciale, présenta devant le Parlement la doctrine nouvelle et fit accepter ses propositions. Dès cette époque, il fut un des propagateurs les plus zélés du libre-échange qui, vingt ans plus tard, devait se formuler par un traité entre la France et l'Angleterre.

Gladstone appuya aussi l'admission des juifs au Parlement, proposée par lord Russell.

En 1845, il fut élu par le collège le plus envié des hommes d'Etat d'Angleterre, celui de l'université d'Oxford et devint avec Robert Peel un des chefs des *conservateurs libéraux* ; en décembre 1852, Gladstone entra comme ministre des colonies dans le cabinet présidé par lord Aberdeen, bientôt après il prit le portefeuille de chancelier de l'Echiquier, et participa à tous les actes politiques importants, tels que le traité d'alliance avec la France en 1854, la déclaration de guerre à la Russie en 1854, les réformes financières sur l'income-tax et sur les droits de succession. En février 1855, le ministère fut renversé par le vote de la motion Roebuck qui accusait le ministère du mauvais état de l'administration militaire en Crimée.

En 1858, envoyé comme commissaire extraordinaire aux îles Ioniennes, c'est lui qui remit à la Grèce ces îles desquelles l'Angleterre retirait son protectorat.

Le 5 juillet 1859, il rentra dans le ministère de lord Palmerston comme Chancelier de l'Echiquier et put donner une sanction mémorable à ses idées libre-échangistes en faisant le traité de commerce avec la France ; — mais l'université d'Oxford, cette vieille forteresse des tories, émue de voir son député avancer à grand pas dans les voies libérales, ne voulut plus de lui aux élections de juin 1865. Gladstone trouva aussitôt un autre collège, celui de Lancastre (Sud). A cette époque le ministère eut à lutter contre de grandes difficultés suscitées par des manifestations en faveur de la réforme électorale et par les agissements du fénianisme en Irlande.

Après la mort de lord Palmerston (18 oct. 1865), Gladstone fut maintenu dans le cabinet présidé par lord Russel. Il proposa, pour rétablir la paix en Irlande, d'adopter des mesures de rigueur, même d'y suspendre momentanément l'*habeas corpus* (février 1866) ; puis pour la réforme électorale il se prononça pour l'adoption des dispositions libérales. La majorité du Parlement, s'étant prononcée contre le ministère, celui-ci démissionna.

Le ministère Derby Disraeli lui succéda le 6 juillet 1866.

Frappé depuis longtemps de ce qu'il y avait d'odieux dans le maintien d'une aristocratie cléricale protestante au milieu de l'Irlande catholique, Gladstone proposa d'abolir l'Eglise privilégiée d'Irlande, et d'assurer le principe de l'égalité religieuse par la destruction des églises officielles. De toute parts des meetings eurent lieu, et des adresses affluèrent à la Chambre pour en demander la réalisation.

Devant cette imposante manifestation, malgré l'opposition du cabinet tory, la Chambre des Communes du mois d'avril 1868 discuta le projet Gladstone et l'adopta après trois lectures, le 18 juin suivant. La Chambre des Lords l'ayant repoussé, Bright, Lowe, Gladstone créèrent une grande agitation dans le pays. La Chambre des Communes fut dissoute. Les partisans du bill furent élus en grande majorité ; mais Gladstone échoua dans le comté de Lancastre : il n'arriva à la Chambre que grâce aux votes du bourg de Greenwich.

Appelé à former un nouveau cabinet (décembre 1868), il conita un portefeuille au célèbre réformiste Bright, et devint premier lord de la trésorerie. — Au mois de mars suivant, la Chambre adopta son bill sur l'Irlande ; et après de vifs débats, avec des concessions mutuelles, la Chambre des Lords, en juillet 1869, vota le bill en vertu duquel l'Eglise d'Irlande a cessé d'exister officiellement le 1er janvier 1871.

Pendant la guerre franco-allemande de 1870-71, lorsque Thiers alla demander l'intervention des puissances, Gladstone nous laissa écraser sans mot dire. Sa conduite en cette circonstance fut vivement attaquée par sir Henry Bulwer.

Lorsque le prince Gortschakoff annonça au cabinet britannique, le 31 octobre 1870, que l'empereur de Russie exigeait la révision du traité de 1856, par l'annihilation des avantages obtenus par la guerre de Crimée, M. Gladstone comprit sa faute ; mais pour éviter la guerre avec la Russie, il dut satisfaire les exigences du prince Gortschakoff, au congrès tenu à Londres en 1871.

Le 13 janvier 1875, dans une lettre adressée au Comte Granville, Gladstone annonça son intention de renoncer à la situation de chef du parti libéral et fut remplacé par le marquis de Hartington (3 février 1875).

La question d'Orient vint donner un aliment à son activité. Dans des brochures et dans des discours, il attaqua vivement la Turquie ; par exemple dans *Les Bulgares et la question d'Orient* (1876) et les *Leçons de massacre* (1877).

Au mois de mai suivant, il proposa à la Chambre de déclarer que la Porte avait perdu tout droit au soutien matériel et moral de l'Angleterre ; mais ses efforts furent stériles.

En septembre 1877, à la pose de la première pierre de l'Université de Nottinghem, au moment où l'Europe suivait la lutte du maréchal de Mac-Mahon contre les défenseurs de la République, Gladstone saisit cette occasion pour manifester sa sympathie au parti républicain français.

Depuis, Gladstone continua de poursuivre de ses attaques la politique étrangère de ses successeurs ; il dénonça la guerre avec l'Afghanistan, les entraînements de la guerre contre les Zoulous.

A l'intérieur, les grieis réclamants de l'Irlande lui fournirent des sujets de campagne contre le ministère (nov. 1879).

La lutte contre le cabinet Beaconsfield eut plus de succès dans le pays que dans les Chambres. Aussi le Parlement fut-il dissout en mars 1880, les libéraux eurent une grande majorité, et le 28 avril, Gladstone fut de nouveau chef de cabinet. Ce second ministère, qui dura cinq années, le mit aux prises avec une suite d'affaires importantes et dangereuses. Il eut à compter notamment avec les difficultés de la question irlandaise.

Pour réprimer les attentats contre la propriété, il recourut aux rigueurs d'une législation de circonstance. Après l'assassinat de lord Frederick Cavendish, et de M. Burke (6 mai 1882), il établissait le régime dictatorial.

Au dehors, Gladstone se signala surtout par la direction donnée aux affaires d'Egypte.

Les visées ambitieuses d'Arabi furent le prétexte d'une intervention armée que l'Europe laissa se produire ; Alexandrie fut bombardée le 11 juillet 1882. Sir Garnet Wolseley se rendit maître du canal de Suez, battit Arabi à Tel-el-Kébir (13 septembre) et l'Egypte et son Khédive restèrent, malgré eux, malgré le sultan, sous la protection de l'Angleterre qui devait reculer indéfiniment le terme qu'elle avait promis de mettre à son occupation.

D'un autre côté, il eut des difficultés aux Indes avec les Russes, qui après s'être emparés de Mero, menaçaient l'Afghanistan et marchaient sur Hérat ; — Gladstone convoqua les réserves, arrêta par une attitude menaçante la marche victorieuse du général Romanof, et fit désavouer celui-ci par le gouvernement du Tsar. Un accord avec la Turquie lui permettait d'occuper les Dardanelles ; alors, on délimita les frontières entre les possessions asiatiques des deux grands empires.

Mais des questions de politique intérieure devaient amener sa chute.

Le 10 juin 1885, après avoir vu repousser une surtaxe sur les spiritueux et la bière, il démissionna et fut remplacé par lord Salisbury : la Chambre des communes fut dissoute au mois de novembre suivant.

Gladstone lutta énergiquement, prenant pour programme la réforme agraire, le remaniement de certaines taxes, la simplification de la procédure parlementaire et l'évacuation de l'Egpte. Il eut 334 sièges contre 249 aux conservateurs et le 1er février 1886, il était appelé à former un nouveau ministère.

Il proposa le système du *Home Rule*, c'est-à-dire l'autonomie de l'Irlande avec un Parlement et un ministère particuliers, et une indépendance complète en dehors des questions diplomatiques, militaires et financières. Ce système, désavoué par les libéraux modérés, fut repoussé le 8 juin par 341 voix contre 311. Gladstone fit dissoudre la Chambre, mais les conservateurs l'emportèrent aux élections et il dut céder le pouvoir à lord Salisbury.

Il poursuivit dans le pays, avec acharnement, sa campagne pour le libéralisme anglais et l'indépendance irlandaise.

Dans ses luttes oratoires contre la politique conservatrice, Gladstone ne se fit pas faute d'exprimer ses sympathies à l'égard de la France ; ainsi, en 1891, il outenait contre lord Salisbury, aux applaudissements de la presse française, la nécessité de mettre fin à l'occupation de l'Egypte, qui avait cependant été l'acte principal de la fin de sa carrière politique.

Le 29 décembre 1889, le 80e anniversaire du « grand vieillard » a été comme une fête nationale à laquelle le Parlement anglais, la cour et des personnages politiques de tous les pays du monde se sont associés ; en 1890, il a célébré ses noces d'or, avec sa femme, née Catherine Glynne.

Comme orateur, Gladstone avait un grand talent d'exposition et une grande pureté de diction ; ses compatriotes disaient qu'il parlait comme une 10e muse.

Ecrivain facile et fécond, familiarisé avec l'histoire, la théologie et les études classiques, il a publié plusieurs écrits, entre autres des « Etudes sur Homère » (1861).

Il était associé étranger de l'Institut de France (Sciences Morales), depuis le 15 mai 1865.

CONSEIL DES MINISTRES

Paris, 18 mai.

Cette après-midi, les ministres, sauf M. Lebon, se sont réunis à l'Elysée, sous la présidence de M. Félix Faure.

M. Barthou a entretenu ses collègues des ballottages.

M. Hanotaux a parlé de la situation extérieure.

Le prochain Conseil aura lieu mardi.

LA RÉVOLUTION EN ITALIE

Rome, 18 mai.

Le calme règne partout ; les arrestations de socialistes deviennent de plus en plus nombreuses et le peuple paraît se recueillir prêt aux revanches prochaines.

Le roi a donné cent mille francs pour les familles pauvres des soldats rappelés sous les armes. Le gouvernement leur a accordé également une subvention.

Suivant l' « Italie » le Parlement sera convoqué entre le 8 et 10 juin.

Le Mouvement Socialiste en Autriche

Vienne, 18 mai.

Aux élections municipales qui viennent d'avoir lieu à Horlitz (Bohême), tous les socialistes présentés dans la troisième curie ont été élus.

Echos & Nouvelles

A L'OFFICIEL

L'*Officiel* d'hier publie des décrets nommant M. Legrand, huissier du tribunal de première instance d'Arras en remplacement de M. Dallongeville et élevant de dix-huit à vingt et un le nombre des membres de la chambre de commerce de Lille.

CHAPEAUX ET BAS

Tout le monde a ses hauts et ses bas. Mais peu de femmes ont autant de bas que la princesse Louise, fille du roi des Belges qui, à Nice, lors de son dernier séjour, en a acheté 1,500 paires.

Il est vrai qu'en même temps elle se payait 2,000 chapeaux.

BRILLANTS CACHETS

Le célèbre pianiste virtuose George Liebling vient de signer, avec une des plus importantes maisons de pianos d'Amérique, un engagement pour soixante-quinze concerts dans les principales villes des Etats-Unis, aux conditions phénoménales de cent mille dollars.

Malgré la guerre présente avec l'Espagne, la tournée doit commencer le 1er janvier prochain et finir le 1er mai suivant.

EN AMÉRIQUE

Le journalisme français est représenté, en Amérique, par soixante-sept organes. Québec, ville toujours française de cœur et de langue, n'en compte pas moins de trente-trois.

Les Espagnols ont vingt-cinq journaux chez leurs adversaires.

***

NOUVELLES A LA MAIN

Un député sortant, en balloitage dans sa circonscription, est à la tribune d'une réunion publique.

— Vous me connaissez bien, clame-t-il, voilà vingt ans que je suis élu par vous, avec le même programme...

Une voix gogneurde, dans l'auditoire :

— Avec le même programme !... Ca prouve, en tout cas, que vous ne l'avez jamais réalisé !

A Boulets Rouges

Peine, ouvrier ; travaille, esclave !
Donne à manger au Capital :
L'ogre a faim et veut qu'on le gave :
Tu faiblis ?... Voici l'Hôpital !
On t'a sucé tout ton salaire,
Tu n'as plus rien à ton foyer ?...

Que veux-tu, pauvre prolétaire !
Ce n'est pas avec de l'eau claire
Qu'on engraisse un monsieur Loyer !

***

Ta femme a faim, ton enfant pleure ;
Plus un morceau de pain chez toi.
Un autre, en sa riche demeure,
S'empiffre en bénissant la Loi.
Pendant que le Patron digère,
Ils s'épuisent, les Dirigeants...

Que veux-tu, pauvre prolétaire !
Ce n'est pas avec de l'eau claire
Qu'on engraisse un monsieur Rogez !

***

Tout aux uns, — et néant aux autres :
Le curé trouve que c'est bien,
Quoi qu'en aient pensé les Apôtres.
Et si tu lui dis : — « Je n'ai rien,
Je meurs de faim et de misère »,
Il répond en montrant le ciel :

« Que veux-tu, pauvre prolétaire !
« Ce n'est pas avec de l'eau claire
« Qu'on engraisse les Masurel »

Louis MARLE.

LE DEVOIR DES RÉPUBLICAINS

LES PROCÉDÉS DE M. ROGEZ ET DE SES AMIS, JUGÉS PAR LE « PROGRÈS DU NORD »

D'un très intéressant article du *Progrès du Nord* sur la bataille électorale, nous extrayons le passage suivant, relatif à l'élection de la 3e circonscription de Lille :

M. Rogez fils a de bien maladroits amis. Et l'*Echo du Nord* est du nombre.

Dans son zèle de clérical néophyte, l'*Echo* ne s'avise-t-il pas d'interpréter la lettre de M. Tribourdaux comme une invite à ses électeurs de favoriser la candidature Rogez fils ?

La manœuvre peu scrupuleuse de ce journal se retournera contre son candidat, car elle nous fait un devoir de déclarer, **non seulement en notre nom, mais en celui de notre vaillant ami,** *que* **jamais** *les républicains progressistes de la troisième circonscription n'ont eu la pensée* **d'aller à la réaction.**

Et ce ne sont pas les flagorneries intéressées et un peu tardives de l'*Echo* et de la *Dépêche* à l'adresse de M. Tribourdaux qui pourront avoir aucune influence sur son attitude.

Avant le 8 mai, M. Tribourdaux était un radical-socialiste. La *Dépêche* le représentait comme faisant le jeu des collectivistes. Elle ne lui ménageait point les appréciations les plus malveillantes et les plus blessantes.

Aujourd'hui, le voici redevenu « l'honorable conseiller général du canton-Est. » On rend hommage à « son caractère et à ses convictions. » Et l'*Echo du Nord* daigne reconnaitre en ce socialiste d'hier un « vieux républicain. »

Comment en un or pur le plomb s'est-il changé ?

C'est ce que se demanderont les électeurs. Et leur réponse ne sera guère à l'honneur de la sincérité et de la bonne foi des journalistes cléricaux.

M. Tribourdaux, avons-nous besoin de le dire, *est aujourd'hui ce qu'il était hier : un républicain et un démocrate qui n'a point l'intention de se prêter aux manœuvres cléricales.*

Des sollicitations pressantes, dit l'*Echo*, ont été faites auprès de lui pour le déterminer à se désister en faveur de M. Sever. *C'est faux.* Et nous mettons l'*Echo* au défi d'indiquer de qui sont venues ces sollicitations.

Les seules sollicitations qui aient été faites auprès de M. Tribourdaux l'ont été par les amis de M. Rogez fils, qui demandaient un mot, une indication, si vague fût-elle, en faveur de celui-ci. M. Tribourdaux a formellement refusé.

Si les feuilles cléricales le désirent, nous préciserons.

Quant aux prétendus amis de M. Tribourdaux, qui *faisaient partie de son comité électoral*, et qui « apportent leurs concours à M. Rogez fils », nous mettons l'*Echo* au défi d'en citer un seul.

Tous les membres du Comité républicain progressiste protestent avec indignation contre ce mensonge de l'*Echo du Nord*.

Et nous apprenons que *beaucoup de républicains, qui avaient résolu de s'abstenir dimanche prochain, ont résolu*, en présence de cette odieuse manœuvre, **de prendre part au scrutin et de voter**, malgré tout, **pour M. Sever.**

Voilà le résultat qu'aura obtenu l'*Echo*.

N'avions-nous pas raison de dire que M. Rogez fils a de bien maladroits amis ?

GEORGES ROBERT.

Les électeurs de M. Tribourdaux sont maintenant édifiés, et il est certain qu'ils n'auront plus aucune hésitation à reporter dimanche leurs voix sur le nom du colonel Sever qui, dans cette élection, est le seul porte-drapeau de la République.

AUX CLÉRICAUX

Comme j'avais raison de dire à la *Dépêche* qu'elle faussait nos théories ! Elle nous fait aujourd'hui, sous le nom du collectivisme, le tableau du communisme le plus complet (il y en a de beaucoup d'espèces), celui que les Jésuites ont appliqué au Paraguay et que l'Eglise entière pratiquerait, si elle était la maîtresse, car l'Eglise est communiste.

Relisez l'histoire ; à toutes les époques, moins les siècles de début de la nouvelle religion, les catholiques ont poursuivi le même but : dominer, asservir le citoyen. Les collectivistes, nouveaux venus, veulent au contraire fournir à celui-ci les moyens d'assurer sa liberté pleine et entière.

C'est pourquoi nous voulons la socialisation des moyens de production, l'ouvrier n'étant plus libre de traiter d'égal à égal avec le patron et devant accepter les prix qui lui sont offerts pour rémunérer son travail. Telle est notre idée maîtresse, celle qui domine tout le reste et voilà pourquoi, aussi, nous ne prenons pas la peine, chaque fois que nous parlons de la socialisation des moyens de production, de dire que nous en exceptons la petite propriété pour laquelle il ne peut être question de la domination du capital sur le travail.

Pour tout dire nous sommes convaincus que les propriétaires renonceront d'eux-mêmes, plus tard, aux propriétés qu'ils exploitent isolément, mais nous ne ferons rien pour les leur faire abandonner.

La *Dépêche* peut s'assurer de tout cela en lisant notre programme agricole complété par le congrès national de septembre 1894. Elle y lira au paragraphe 3 :

« Considérant que si l'état de choses caractérisé par la propriété paysanne est fatalement appelé à disparaître, le socialisme n'a pas à précipiter cette disparition, son rôle n'étant pas de séparer la propriété et le travail, mais au contraire de réunir dans les mêmes mains ces deux facteurs de la production dont la division entraîne la servitude et la misère des travailleurs tombés à l'état de prolétaires, etc. »

N'ai-je pas le droit de retourner la formule de la *Dépêche* : « M. Sever ergote pour n'effrayer personne » et dire : la *Dépêche* ergote pour effrayer tout le monde, petits propriétaires et petits commerçants que